



ENSEMBLE NOUS BOYCOTTONS !!!

Amiens, le 24 décembre 2015

Monsieur le Président du CTL,

Emblématiques de la politique d'austérité, les suppressions d'emplois sont la cause et le prétexte à toutes les régressions : abandon de missions, fermeture de sites, remise en cause des règles de gestion, démantèlement des statuts, souffrance au travail, perte de sens du travail ... tout ça pour mieux gérer la pénurie !

Comme chaque année, un Comité Technique Local est convoqué pour donner son avis sur le projet de suppressions, transferts et transformations d'emplois de la DISI.

Comme chaque année ce projet sera mis en œuvre sans aucune prise en compte de son rejet unanime par les représentants du personnel.

Nous en subissons tous les conséquences !

À la DISI Nord, ce sont 9 nouvelles suppressions qui sont programmées en 2016.

En 5 ans, 36 emplois auront été supprimés soit plus de 10 % des effectifs actuels.

Nous dénonçons une fois de plus cette politique de démantèlement de la DGFIP :

- Pour s'opposer aux 2130 suppressions d'emplois en 2016 à la DGFIP.
- Pour exiger des créations d'emplois à la DGFIP pour conduire correctement nos missions de contrôle fiscal.
- Pour répondre aux attentes des agents de la DiSi NORD, qui ne supportent plus les suppressions de postes de la maison DGFIP .
- Pour préserver et garantir la qualité de nos missions.
- Car, vous le savez bien, elle affaiblit le fonctionnement de notre système informatique.

Pour cela, les organisations syndicales CGT, FO et SOLIDAIRES de la fonction publique appellent d'ores et déjà à faire de la journée du 26 janvier 2016, un temps fort de mobilisation, par la grève et les manifestations pour :

- une significative augmentation de la valeur du point d'indice, prenant en compte l'inflation subie depuis plusieurs années et, en particulier, depuis 2010,
- des mesures générales permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat,
- le développement de l'emploi public statutaire par des créations nettes, dans les très nombreux secteurs qui en ont besoin,
- des moyens financiers à la hauteur des besoins de service public,
- la défense d'un service public de proximité garant de la cohésion sociale.

Elles appellent d'ores et déjà les agents à se rassembler unitairement afin de construire les conditions de réussite de cette journée, résolument inscrite dans un processus de lutte.

Dans ce contexte, les élus CGT, FO et Solidaires de la DiSi Nord ne siégeront pas à cette convocation du CTL.